

PRÉFECTURE
DE L'ISÈRE

3ème.....DIRECTION

2ème.....BUREAU

ETS CLASSES

N° 18 439

FR. MC

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ARRÊTÉ n° 75-4526

14/5/75

GROUPÉ DE DÉCISIONS

Le Préfet de l'Isère, Officier de la Légion d'Honneur,

VU la loi du 19 Décembre 1917, modifiée ;

VU le décret n° 64.303 du 1er avril 1964, relatif aux Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes, notamment l'article 15 ;

VU le décret n° 53.578 du 20 Mai 1953, modifié ;

VU l'arrêté d'autorisation n° 62.3278 délivré à M. Henri GAUTHIER le 2 Août 1962, pour l'exploitation à ST. CLAIR DE LA TOUR, chemin de la Tournerie du Canal, d'une fonderie de métaux et alliages traitant des déchets métalliques et des vieux métaux, notamment du plomb, d'un dépôt d'os verts, d'un dépôt de chiffons, de papiers usagés et de peaux fraîches avec atelier de séchage, d'un atelier de travail des métaux par choc mécanique et d'un atelier de récupération des métaux, rangés dans la 1ère classe des établissements dangereux, insalubres ou incommodes (n° 325. 1. A et 284. 1°. a) et dans la 2ème classe (n° 128, 284-1-b ; 286 ; 281-1° ; 329 ; 338 et 339) ;

VU l'avis de l'Inspecteur des Etablissements Classés en date du 5 Novembre 1974 ;

VU l'avis du Directeur départemental de l'Action Sanitaire et Sociale du 20 Décembre 1974 ;

VU l'avis de l'Inspecteur départemental des services d'incendie et de secours du 6 Janvier 1975 ;

VU l'avis du Directeur départemental de l'Agriculture en date du 7 Janvier 1975 ;

VU l'avis de l'Inspecteur du Travail et de l'Emploi en date du 9 Janvier 1975 ;

VU l'avis du Directeur de l'Equipeement en date du 29 Janvier 1975 ;

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 6 Mars 1975 ;

CONSIDERANT que parmi les activités ayant fait l'objet de l'arrêté préfectoral n° 62.3278 du 2 Août 1962 seules sont exercées les activités de dépôt de déchets textiles, dépôt de vieux papiers et dépôt de ferrailles (n° 128, 329 et 286) ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de prescrire à l'intéressé des mesures indispensables dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques ;

.../...

Inspecteur des Ets classés

Sur proposition du Secrétaire Général de l'Isère ,

A R R E T E :

ARTICLE 1er : M. Henri GAUTHIER qui exploite à ST. CLAIR de la TOUR Chemin de la Tournerie du Canal, un dépôt de déchets textiles, un dépôt de vieux papiers et un dépôt de ferrailles (n° 128, 329 et 286 de la nomenclature sur les établissements dangereux, incommodes et insalubres), est tenu de respecter strictement les prescriptions complémentaires figurant dans la circulaire du 10 Avril 1974, ci-jointe en annexe ,

ARTICLE 2 : Les prescriptions particulières applicables à l'exploitation de chacune des activités précitées restent valables.

ARTICLE 3 : Le permissionnaire sera tenu, en outre, de se conformer à toutes les mesures que l'administration croira devoir lui imposer ultérieurement dans l'intérêt de la sécurité, et de la salubrité publiques sans qu'il ne puisse prétendre à aucun dédommagement.

ARTICLE 4 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés .

ARTICLE 5 : Tout exercice d'une activité nouvelle classée, tout transfert dans un autre emplacement, toute transformation, toute extension de l'exploitation, devra faire l'objet d'une demande préalable d'autorisation au Préfet.

En cas de changement d'exploitant le successeur est tenu d'en faire la déclaration au Préfet dans le mois suivant.

ARTICLE 6 : La cessation d'activité de l'établissement entraîne l'obligation par l'exploitant d'en faire la déclaration dans un délai de 30 jours à la Préfecture - Service des Etablissements Classés.

.../...

-3-

ARTICLE 7 : Un extrait du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée et faisant connaître qu'une copie dudit arrêté, déposé aux archives de la Mairie, est tenue à la disposition de tout intéressé, sera affiché à la porte de la Mairie et inséré, aux frais du pétitionnaire, dans un journal d'annonces légales du Département par les soins du Maire de ST. CLAIR de la TOUR.

ARTICLE 8 : Le présent arrêté doit être conservé et présenté à toute réquisition.

ARTICLE 9 : Le Secrétaire Général de l'Isère, le Sous-Préfet de LA. TOUR. DU. PIN, le Maire de ST. CLAIR de la TOUR et l'Inspecteur des Etablissements Classés, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé.

GRENOBLE, le 14 Mai 1975

Pour ampliation
LE CHEF DE BUREAU,

LE PREFET,

Y. Portha

Chef de Bureau,



Y. PORTHA

Y. PORTHA